Noroi

Environnement, aménagement, société

213 | 2009/4

Paysage : approches qualitatives et quantitatives

Méthodologie pour l'analyse des dynamiques paysagères à partir d'archives cadastrales (XVIII^e et XIX^e siècles). L'étude de cas d'un village savoyard : Sardières

Methodology for the analysis of the landscaped dynamics from cadastral archives (18th and 19th centuries). The case study of a Savoyard village: Sardières

Dominique Baud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/noroi/2984>

DOI : 10.4000/noroi.2984

ISBN : 978-2-7535-1561-1

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2009

Pagination : 21-40

ISBN : 978-2-7535-1050-0

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Dominique Baud, « Méthodologie pour l'analyse des dynamiques paysagères à partir d'archives cadastrales (XVIII^e et XIX^e siècles). L'étude de cas d'un village savoyard : Sardières », *Noroi* [En ligne], 213 | 2009/4, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/noroi/2984> ; DOI : 10.4000/noroi.2984

MÉTHODOLOGIE POUR L'ANALYSE DES DYNAMIQUES PAYSAGÈRES À PARTIR D'ARCHIVES CADASTRALES (XVIII^E ET XIX^E SIÈCLES) L'ÉTUDE DE CAS D'UN VILLAGE SAVOYARD : SARDIÈRES

DOMINIQUE BAUD

EDYTEM – UMR 5204 du CNRS

(Université de Savoie)

Bâtiment « Pôle Montagne », Campus scientifique – 73 376 LE BOURGET-DU-LAC Cedex

Dominique.baud@yahoo.fr

RÉSUMÉ

Cet article propose une méthodologie pour étudier les paysages de montagne à partir d'archives cadastrales. Le territoire choisi est situé en Savoie et permet d'utiliser un document spécifique et original : le cadastre sarde du XVIII^e siècle. Un autre document du XIX^e siècle sert de jalon et rend possible les comparaisons entre les différentes occupations du sol. De plus, les registres cadastraux nous donnent des indications sur les logiques d'organisations spatiales des sociétés agro-pastorales. Ainsi, cette étude s'interrogera sur le rôle des pratiques territoriales dans les changements paysagers.

MOTS-CLÉS : cadastre – paysage – occupation du sol – Alpes – Savoie – France – SIG

ABSTRACT

Methodology for the analysis of the landscaped dynamics from cadastral archives (18th and 19th centuries). The case study of a Savoyard village: Sardières

This article presents a methodology to study the landscapes of mountain from cadastral archives. The chosen territory is located in Savoy and allows using a specific and original document: the Sardinian cadaster of the 18th century. Another document from the 19th century serves as milestone and makes possible the comparisons between the various land uses. Furthermore, the cadastral registers give indications of spatial organizations logics about agro-pastoral societies. Thus, this study will wonder about the role of the territorial practices in landscape changes.

KEY WORDS : cadaster – landscape – land use – Alps – Savoy – France – Italy – GIS

Le paysage rural est un palimpseste de traces gravées par des processus historiques de nature économique, sociale, institutionnelle et culturelle. En secteur de montagne, il est souvent perçu comme figé alors qu'il est le résultat d'une stratification progressive d'actions anthropiques et environnementales. À travers l'étude des pratiques territoriales, notre démarche vise à formaliser une méthodologie d'utilisation de la documentation ancienne dans des problématiques liées à

l'occupation du sol. Ainsi, l'idée sera de zoomer sur un espace de la montagne alpine perçu comme immuable et d'identifier les pratiques des sociétés agro-pastorales qui ont pu façonner le paysage de ce territoire. Le parti pris conceptuel étant que le paysage est l'image d'un système spatial d'activités complexes, perçu par la société comme le résultat des interactions homme/milieu.

Les principales sources de ce travail sont les cadastres sarde (xviii^e siècle) et français (fin xix^e siècle) qui sont les documents disponibles pour le terrain d'étude choisi. Ces archives permettront de s'intéresser aux pratiques territoriales autant par l'analyse des termes anciens d'utilisation du sol que par des restitutions cartographiques. Ces dernières seront obtenues par la mise en relation des informations textuelles contenues dans les registres avec les données issues des plans, à l'aide de l'outil SIG.

Ainsi, les archives cadastrales seront détaillées quant à leurs aspects historiques et techniques avant d'amorcer le volet méthodologique qui mettra au jour une première logique d'organisation territoriale. Des pistes de réflexion sur les pratiques agro-pastorales du finage de Sardières aux xviii^e et xix^e siècles viendront conclure notre propos.

Les anciens cadastres savoyards : contexte, réalisation et spécificité

Qu'est ce que le cadastre ? À la fin du xix^e siècle M. Bruchet (1896) nous propose la définition suivante : « documents servant à la répartition de l'impôt en prenant pour base la propriété ». En 1994, la Commission des Géomètres désigne le cadastre comme « l'inventaire public établi de manière systématique de toutes les parcelles d'un pays basé sur la mesure de leurs limites¹ ». Cette notion, quel que soit le lieu ou l'époque, est donc toujours liée à la possession du sol et à ses modalités d'occupation. Dans le Duché de Savoie, lorsque les départements actuels de la Savoie et de la Haute-Savoie faisaient partie intégrante du Royaume de Piémont-Sardaigne, un document fiscal d'une grande précision fut créé : le cadastre sarde (1728-1738). De par les péripéties de l'Histoire, ce même territoire connu par la suite d'autres cadastrations : tout d'abord une première opération tronquée² (1809-1814) sous le régime napoléonien, puis une seconde lors du rattachement des pays de Savoie à la France (1862-1945). C'est ce dernier document, appelé cadastre français, qui va nous servir de jalon afin d'établir une comparaison entre deux états d'un paysage du même village de montagne.

L'ancien cadastre de Savoie sera ainsi l'archive à la source de cette analyse. Son caractère novateur et sa réalisation singulière ont amené bon nombre d'auteurs à effectuer des recherches et à publier sur le sujet. Notons les trois grandes études qui ont marqué son historiographie : en 1896, *Notice sur l'ancien cadastre de Savoie* par M. Bruchet, archiviste de la Haute-Savoie, en 1955, *Le cadastre savoyard de 1738 et son utilisation pour les recherches d'histoire et de géographie sociale* par P. Guichonnet et enfin en 1981, l'ouvrage collectif de l'exposition du Musée savoisien intitulé *Le cadastre de 1730 en Savoie*. Ces travaux fournissent d'excellentes bases bibliographiques concernant la mise en œuvre de ce qu'on appelle également la mensuration générale de Savoie³.

UN DOCUMENT QUI INNOVE : LE CADASTRE SARDE

Pour la première fois en Europe au début du xviii^e siècle, une cadastration dite « moderne » va être entièrement achevée sur un territoire complet (Zangheri, 1973). Dans le but de répartir également l'impôt, le roi Victor-Amédée II ordonne une entreprise gigantesque : mesurer et

1. C. Galpin, communication au colloque cadastres et territoires/catasto e territori, Chambéry, 17 octobre 2007.

2. Seulement 100 communes sur l'ensemble des deux départements possèdent le cadastre napoléonien, réparties pour l'essentiel entre les sept cantons de la Combe de Savoie, de l'Albanais, du Genevois et du Bas-Chablais. Ces circonscriptions sont toutes en territoire de plaine.

3. Notons également pour un approfondissement sur la Savoie au xviii^e siècle la thèse de J. Nicolas, 1978 et l'ouvrage dirigé par A. Longhi sur l'utilisation des cadastres dans des problématiques territoriales (Savoie, Haute-Savoie, Piémont et vallée d'Aoste), 2008.

cadastre les quelque 4 millions de parcelles que possèdent ses sujets. Le résultat ? Un objet patrimonial unique : la mappe (le plan au 1/2400), et une base de données territoriales et patrimoniales grâce aux registres parcellaires qui l'accompagnent (photo1).

Dès lors, une série de textes détaillés prévoit un plan ambitieux. Le cadastre devra fournir tout à la fois la superficie de chaque communauté, l'étendue des biens communaux et de toutes les propriétés individuelles dûment numérotées, les différents types de cultures et la valeur de chaque parcelle. Les terres se verront attribuer un degré de bonté (0, 3, 2, 1) selon qu'il s'agisse de terres de qualité nulle ou riche. Le roi, souhaitant que les bourgs du Duché prospèrent, demandera également ne pas taxer les chefs-lieux des villages.

Lorsque que Victor-Amédée II ordonne cette mensuration, vingt « escadres » se composant chacune de six équipes de trois hommes : un géomètre, un mesureur (appelé également agrimenseur ou trabucant) et un estimateur d'office, partent travailler en même temps sur l'ensemble du

Photo 1 : Copie de la mappe sarde originale de la paroisse de Chindrieux au nord du Lac du Bourget (Source : Conseil général de la Savoie, service des archives, C 2617)

Copy of the original map of Chindrieux, in north of the Bourget's lake

territoire (soit 634 communes). Ces brigades opèrent simultanément dans 6 paroisses voisines afin de pouvoir confronter les limites et homogénéiser l'évaluation des parcelles. Des auxiliaires communaux sont adjoints à cette entreprise : un estimateur local et un traîneur de chaînes, appelé ainsi car il portait l'instrument du géomètre servant à mesurer les longueurs.

Du temps passé sur le terrain à la conception du cadastre (de 1728 à 1731) ressort une série de registres destinés à chaque paroisse et ayant chacun sa spécificité (photo 2).

Photo 2 : « Livre des numéros suivis », commune de Lans-le-Villard, 1730 (Source : Conseil général de la Savoie, service des archives, C 3124)

Book of followed numbers written by the « estimateur », commune of Lans-le-Villard, 1730

Parmi la dizaine de livres réalisés, deux réunissent l'information nécessaire à l'étude des paysages et des pratiques qui se jouent au sein de ces systèmes. Tout d'abord, « le livre des numéros suivis de l'estimateur » où sont inscrits par ordre les numéros relatifs aux parcelles de la mappe avec le nom des possesseurs, leur présence ou non lors des mesures, s'ils payent la taille ou s'ils en sont exempts, la localisation des biens, l'estimation de chaque parcelle par degré de bonté et le revenu en nature, calculé à partir du rendement annuel estimé. Ensuite, « la tablelle générale ou tablelle récapitulative » qui contient les mêmes informations que dans le livre des numéros suivis avec en plus les rectifications suite aux réclamations des propriétaires mais également les données relatives à l'impôt.

Cet outil fiscal possédait une caractéristique tout à fait particulière. Il procurait l'équivalent d'un titre de propriété pour les individus comme pour les communes dans leurs conflits de jouis-

sance. Ainsi, cette précieuse qualité a-t-elle permis de considérer que l'inscription à ce cadastre formait, en faveur de celui qui pouvait l'invoquer et en l'absence de titre ou de prescription, une présomption légale de propriété⁴ (Chanal, 1953). Cependant, pour obtenir cette présomption légale il fallait arriver à démontrer que l'on était le digne successeur du propriétaire inscrit sur la tabelle du cadastre sarde. Tâche devenant de plus en plus difficile au fil du temps car les livres de mutations étaient rarement mis à jour. Cette spécificité émanait de la combinaison de deux éléments. D'une part l'aspect contradictoire de l'élaboration, c'est-à-dire que les équipes soient présentes en même temps pour établir une limite territoriale, et d'autre part la preuve de propriété qui devait être montrée aux brigades.

Le cadastre fixe donc les limites spatiales de chaque commune, ce qui n'existait pas auparavant, d'où d'ailleurs un contentieux fort qui relaie (et achève) d'anciens conflits sur l'usage des communaux. Les limites communales ont pu être retouchées au XIX^e siècle sur les rives endiguées, mais sans quoi elles restent inchangées depuis 1728-1730.

Par sa précocité, le fonctionnement du cadastre sarde diffère de celui de ses homologues napoléonien et français. Après cette brève description, regardons de plus près les caractéristiques de l'archive cadastrale du XIX^e siècle.

LE CADASTRE FRANÇAIS DIGNE SUCCESSEUR DU CADASTRE NAPOLÉONIEN

En janvier 1860, les États de l'Italie centrale votent la réunification au Piémont ; le gouvernement de Piémont-Sardaigne qui a besoin de l'accord de la France pour annexer les derniers États italiens, cède alors la Savoie et Nice, par le traité de Turin du 24 mars 1860. La Savoie revient sous domination française alors que depuis 1855 elle envisageait une réfection du cadastre, vu que les registres et plans cadastraux de l'époque sarde n'étaient pas régulièrement tenus à jour. Mais c'est avec sa toute jeune nationalité française qu'un nouveau cadastre sera décidé par le conseil général en 1861 et réalisé en majeure partie au cours des quarante années qui suivirent. Il s'agira du premier cadastre français comme on l'appelle en Savoie et concernera toutes les communes des départements savoyards.

Ce premier cadastre français est le descendant direct du napoléonien autant dans sa mise en œuvre sur le terrain que dans sa forme (photo 3). Ainsi comme son homologue en son temps, les travaux du cadastre français se déroulent en trois étapes. Tout d'abord, la délimitation du territoire communal qui donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de vérification des limites. La commune est divisée en sections, désignées par les lettres de l'alphabet et par un nom. L'ordre des sections commence par le nord et tourne en spirale dans le sens des aiguilles d'une montre pour se terminer au centre. Ensuite, la levée du plan parcellaire après une opération de triangulation (division du territoire en triangles), chaque parcelle correspondant à une portion de terrain qui présente une même nature de culture⁵ et appartient à un même propriétaire. La parcelle est nantie d'un numéro. Enfin, la détermination du revenu net de chaque parcelle qui servira au calcul de l'impôt avec l'évaluation, fondée sur la qualité des sols (classes 1 à n), suivie de l'expertise ou contrôle.

Les différents registres accompagnant le plan (échelle 1/1 000 ou 1/2 000 et 1/4 000 pour les zones de grand parcellaire ou de haute montagne) sont eux aussi très proches des napoléoniens :

– L'état de section intitulé généralement « tableau indicatif des propriétés foncières, de leurs contenances et de leurs revenus » est classé par section et par numéro de parcelle. Il donne à la date où il a été réalisé le nom du propriétaire, la nature de culture, la contenance, la classe et le

4. Arrêt de la cour d'appel de Chambéry du 20 janvier 1890.

5. À ce propos le mémento des géomètres (article 9) permet qu'une parcelle ait des « cultures, soit mêlées, soit alternées, comme une terre labourable où se trouvent quelques cep de vigne, un pré où se trouvent des arbres épars, une friche, un pré dont une faible quantité se trouve momentanément cultivée, etc. ». En fait c'est la culture dominante qui doit être reportée au tableau indicatif.

Photo 3 : Section I du cadastre français de La Côte d'Aime, vallée de la Tarentaise (Source : Conseil général de la Savoie, service des archives, 3P7342)

Section I of French cadastre of La Côte d'Aime, valley of Tarentaise

produit. Il comporte un récapitulatif des contenances et des revenus, et un état des augmentations et des diminutions. C'est un document daté, non mis à jour.

– Les matrices cadastrales qui permettent de rendre compte de l'évolution des propriétés, elles, sont mises à jour. Il existe une matrice pour les propriétés non bâties et une autre pour les propriétés bâties, sauf pour certaines communes dont le cadastre a été réalisé avant 1880. La matrice est classée par propriétaire et donne entre autres renseignements les noms, professions et demeures des propriétaires, l'année de mutation de la propriété et les indications de section et de parcelle.

Ce cadastre, difficilement accepté dans un premier temps car il n'est plus une présomption de preuve de propriété, marque la fin d'une époque pour les départements savoyards. Après plus de 124 ans de cohabitation avec le cadastre sarde les populations doivent appréhender leur nouvel instrument fiscal et le savoir-faire de l'administration française.

D'un côté un document innovant pour son époque avec le plan, la parcelle, de l'autre un héritier du cadastre napoléonien avec ses sections et son caractère systématique. Même si leur conception diffère, leur contenu est capital pour étudier les changements intervenus dans l'occupation du sol d'un même secteur de montagne entre le XVIII^e et le XIX^e siècles. De plus, le corpus archivistique du cadastre sarde est conséquent et va nous renseigner sur les pratiques territoriales des sociétés rurales qui ont influencé les changements paysagers.

Avant de voir plus précisément quelle méthode a été mise œuvre afin d'exploiter ces données, énumérons les informations nécessaires à l'étude des paysages alpins à partir du cadastre sarde : les noms des propriétaires et les numéros de parcelles, les noms et délimitations des mas (quartiers), la nature des cultures, la valeur de la terre (degré de bonté), les formes, les surfaces et les posi-

tions des parcelles et la nature de la redevance (ce qui est produit sur la parcelle). Concernant le cadastre français les mêmes informations sont tirées du plan et du tableau indicatif des propriétés foncières à part la nature de la redevance, qui n'est plus relevée par les géomètres du XIX^e siècle.

Comparer un même espace d'un point de vue paysager aux XVIII^e et XIX^e siècles

L'ÉTUDE DES SOURCES

L'idée dominante est d'incorporer les données textuelles et cartographiques issues des cadastres dans un Système d'Information Géographique (SIG). Cet outil permet de spatialiser l'information et d'identifier les logiques d'occupation du sol difficilement perceptibles en ne se détachant pas des sources écrites (Chareille et *al.*, 2004). Aujourd'hui il existe des logiciels pour faciliter la tâche mais la démarche d'examiner les cadastres dans des problématiques fiscales ou foncières est ancienne. En effet, rappelons que c'est l'historien M. Bloch qui le premier attira l'attention sur ces documents (1929). Avec le développement des techniques informatiques, le cadastre a pu révéler d'avantage qu'il n'avait prévu de dire, à l'origine, et dépasser sa nature de document financier pour contribuer à l'écriture d'une histoire des paysages plus globale et diverse. Comme la plupart des documents fiscaux, à travers la question des revenus et des patrimoines, il permet d'atteindre le cœur des sociétés. Citons également les travaux plus récents de R. Meriaudeau (1985) sur la propriété foncière et plus particulièrement sur les communaux, de P. Couturier sur les sectionnaires (2000), de Bourillon et *al.* (2008) ; Clergeot (2007) sur le cadastre napoléonien, et également ceux de N. Poirier (2007) sur l'évolution de l'occupation du sol à partir de terriers modernes et du cadastre du XIX^e siècle.

Dans un premier temps, une base de données a été créée avec tous les éléments précédemment cités pour pouvoir établir la comparaison. Evidemment nous avons rencontré les problèmes classiques que les historiens connaissent bien : endommagement de la source, illisibilité, document égaré... Les registres sardes ont également apporté leur lot de complications. Ainsi, si le point fort des géomètres et des estimateurs piémontais était leur impartialité, la mauvaise orthographe due à la barrière de la langue française et du patois savoyard était leur point faible. En effet, la restitution des toponymes et des noms de propriétaire peut prêter à confusion. Un même propriétaire peut avoir son nom écrit de manières différentes : il est alors inscrit plusieurs fois dans la table générale comme s'il ne s'agissait pas de la même personne. Un travail sur l'emprise de la propriété foncière est alors exclu si les regroupements sous le même nom ne sont pas effectués.

Le parti pris méthodologique a été de travailler à partir du livre des numéros suivis. En effet, il est d'un plus grand intérêt car il est le document initial. Les autres registres, comme la table, en découlent et tout ce qui concerne la toponymie ou les noms de propriétaires devient de plus en plus imprécis. Non seulement l'information se perd mais en plus il y a des risques qu'elle soit erronée.

La conception de la base de données à partir des registres cadastraux sardes a ensuite soulevé plusieurs questionnements qu'il a fallu résoudre afin d'homogénéiser au maximum cette quantité considérable d'informations (Leturcq, 2006).

IDENTIFIER DES PRATIQUES TERRITORIALES

Afin de comparer les différents éléments caractérisant notre secteur de montagne, une nomenclature des types d'occupation du sol était nécessaire. En effet, dans l'exemple de Sardières il n'existe pas moins de quarante-neuf valeurs différentes pour la période du XVIII^e siècle et trente deux pour le XIX^e siècle. Une typologie générale d'un maniement plus facile et qui permet des requêtes plus pertinentes au sein du SIG, devait être créée ; elle est cependant très réductrice.

La nomenclature contient 8 classes d'usage du sol : terre arable, forêt, pré, pâturage, jardin, bâti, terrain non agricole et autre.

La réalisation nous aura amenée à nous interroger sur les termes du XVIII^e et XIX^e siècles qui ont disparu où dont la définition a progressivement changé. Travailler sur le sens des termes employés aux XVIII^e et XIX^e siècles pour qualifier les modes d'occupation du sol nous a révélé d'anciennes pratiques territoriales des sociétés locales.

Prenons l'exemple du mot *teppe* dont la définition courante est la suivante : « champ improductif, en raison de la nature du terrain ou par manque de culture » (Bruchet, 1896). L'étude des archives cadastrales nous apprend que la *teppe* peut être effectivement une gravière, des rochers ou un marais donc une parcelle improductive dite de « nul produit » mais également un champ, un bois ou des broussailles, soit des éléments productifs et imposables. Par exemple, sur les quatre-vingt *teppes* recensées dans la commune d'Habère-Poche (Haute-Savoie), quatre sont du degré de bonté 1, quarante-quatre du degré de bonté 2, trente et une du degré de bonté 3 et une seule du degré de bonté 0. Si la définition était exacte on devrait se trouver en présence d'une majorité de parcelle estimée à 0, c'est-à-dire improductive, or ce n'est pas le cas. De plus, une archive intitulée « Estimation du journal de chaque fond de la paroisse de⁶... » qui précise pour chaque usage du sol ce que peut produire le terrain confirme l'idée que la définition moderne est trop simplificatrice. Cette feuille est un document type où les estimateurs devaient renseigner la quantité des fonds pour chaque production. Par exemple, pour la catégorie « champs », il fallait mettre le nombre de journaux⁷ de seigle, d'orge ou encore d'avoine selon ce qu'il était cultivé sur la parcelle. Pour la catégorie « inculte » l'on trouve des graviers, des terrains incultes, des rochers et des monts de nuls usages, mais pas de *teppe*. Cette dernière est par contre mentionnée dans la catégorie « bois » : « îles avec *teppes* et broussailles ». Au XVIII^e siècle, la définition de la *teppe* ne signifiait pas complètement inculte, cependant elle devait être suffisamment admise dans les coutumes locales pour qu'on ne la consigne pas. Une définition plus moderne se sera forgée au fil du temps, mais en décalage avec la pratique initiale.

De cette interrogation sur le sens de ce terme a découlé une hypothèse qui répond de manière plus pertinente à l'utilisation réelle de ce type de parcelle. La *teppe* serait une zone tampon à proximité des champs en assolement, cultivé à des époques de forte pression démographique afin de subvenir aux besoins des sociétés locales. Cette hypothèse est issue de l'observation de nombreux registres et de la proche localisation des *teppes* par rapport aux parcelles cultivées et aux noyaux d'habitation. Elle expliquerait plus naturellement les estimations données par les équipes du Roi. Si les mesures étaient effectuées lorsque la *teppe* était utilisée, le degré de bonté ne pouvait pas être de 0 vu que la parcelle n'était pas inculte. Par contre, un propriétaire n'allait pas choisir de mettre en réserve sa meilleure terre, donc même si elle était cultivée au moment du passage des estimateurs, elle méritait rarement la meilleure évaluation.

Au-delà de la réalisation de la base de données, la compréhension de certains termes a permis de mettre au jour des logiques d'occupation du sol. D'autres termes oubliés témoignent aussi d'anciennes pratiques comme par exemple le *chazal*. Il s'agit d'une grange qui, en zone de montagne, a permis un glissement progressif entre propriété communale et propriété privée (Baud et Legaz, 2008). Ainsi, appréhender le vocabulaire ancien est un bon préalable à l'interprétation des cartes issues du SIG.

Le paysage de Sardières à travers le prisme des pratiques territoriales

Le cas d'étude que nous allons voir plus en détail concerne le secteur du petit village de Sardières, situé en Haute-Maurienne en Savoie à 1 400 m d'altitude (photo 4). Le choix s'est porté sur ce terrain car il y a une grande variété des usages du sol et des unités paysagères clairement

6. Conseil général de la Savoie, service des archives, SA 248, 1728.

7. Ancienne mesure de Savoie.

Photo 4 : Différentes vues du village de Sardières aujourd'hui
Various sights of Sardières' village nowadays

identifiées. Il est d'autant plus pertinent qu'il possède toutes les caractéristiques que l'on s'attend à trouver dans un paysage de la montagne alpine : vieux bourg, clocher, parcelles fauchées, bêtes qui pâturent et versants en arrière plan... L'idée était de s'intéresser à un paysage de montagne ordinaire dont la physionomie n'avait pas été radicalement changée par la création d'une station de ski. Au contraire, il nous semblait plus intéressant de démontrer que des pratiques territoriales avaient évolué malgré l'apparente fixité des paysages de certains secteurs de montagne.

C'est pourquoi nous ferons tout d'abord le constat des utilisations du sol aux XVIII^e et XIX^e siècles puis, nous essayerons de voir si les estimations nous livrent des informations sur l'organisation spatiale du finage de Sardières. Enfin, une analyse de la structure foncière viendra conclure notre propos.

DEUX ÉTATS D'OCCUPATION DU SOL

La carte d'occupation du sol au XVIII^e siècle (fig. 1) réalisée à partir des informations contenues dans les registres selon la nomenclature générale, nous offre un instantané des pratiques agricoles, certes simplifié mais également plus facile à interpréter que la mappe. Les figurés sur cette dernière changent au gré des nombreux dessinateurs, il n'est alors pas évident d'identifier les différents types d'usage du sol.

À cette époque le paysage de Sardières est clairement marqué par la présence de la forêt puis par celles des champs cultivés. Ce constat est confirmé par la figure 2 qui nous indique que 54 % de la

Réalisation D.BAUD, EDYTEM, 2008

Figure 1 : L'occupation du sol à Sardières en 1728
Land use in Sardières in 1728

superficie du finage concerne les bois et 31 % les terres arables. Pour la forêt, une étude effectuée par A. Palluel-Guillard en 1983 nous indique que 26 % du département savoyard est boisé en 1730. Ainsi, l'espace étudié est deux fois plus boisé que la moyenne du territoire savoyard. Sardières est alors l'archétype paysager du village-clairière au cœur de la forêt. En effet, le village constitue le centre symbolique de la clairière, disposé sur le replat. Les champs groupés autour du village évoque une structure du Moyen Âge et rend palpable l'histoire des défricheurs. Enfin, la forêt ceinture l'horizon et recouvre les versants qui dominent la clairière. À l'époque, 159 302 hectares sont recouverts par la forêt soit pratiquement autant qu'aujourd'hui : 177 000 hectares⁸.

Les parcelles cultivées (figurées avec des points sur la carte) sont du seigle : on obtient cette information grâce à la nature de la redevance. Les prés sont destinés en majorité au fourrage pour les bœufs (418 parcelles sur 458), et les parcelles restantes en fourrage pour les chevaux. Ces dernières sont d'ailleurs localisées dans des zones proches du village. Les zones boisées sont exploitées pour le bois de chauffage qui est compté en nombre de traîneaux ou en « fascines » ou « fagottes » (fagots de branches qui servent à allumer le feu). Outre le bois de chauffage, la grande parcelle de sapins au sud de la carte est utilisée pour la construction des maisons, notamment la charpente (la nature de la redevance est ici exprimée en « lattes à couvrir » et en « chevrons »). Il est d'ailleurs spécifié que les sapins sont de « haute futaies » tandis que pour le bois de chauffage il s'agit plutôt de bois/broussailles.

Si l'on compare avec l'occupation du sol à la fin du xix^e siècle (fig. 3), on constate que la forêt est encore dominante, avec cependant quelques modifications. Tout d'abord, les grandes parcelles de broussailles du xviii^e siècle sont occupées par des sapins. Ensuite, des terrains restés en brous-

8. Chiffre du Conseil Général, 1998.

Figure 2 : Répartition de l'occupation du sol à Sardières en 1728 et 1894 en fonction de la superficie
Distribution of land use in Sardières in 1728 and 1894 according to the surface

sailles de plus faible superficie se sont trouvés encerclés par des nouvelles parcelles de champs et de pâture. Des terrains en grisé sur la carte du XVIII^e siècle, qui étaient mentionnés comme « impraticables » ou « en glaise », sont également devenus des broussailles. À l'opposée, la grande parcelle de sapins qui servait à la charpente est devenue un pâturage. En effet, un autre changement est la création de nouvelles parcelles cultivées et de pâture qui ont commencé à éroder les marges des zones boisées en limitant ainsi leurs emprises spatiales. À cette époque la superficie totale de la forêt en Savoie est un peu moindre qu'au début du XVIII^e siècle (126 689 hectares d'après A. Palluel-Guillard, 1983), après avoir connu une forte période de déboisement s'étendant jusqu'à la fin du premier quart du XIX^e siècle. Au moment de la conception du cadastre français, on se trouve en présence de grandes étendues boisées avec un grignotage progressif par les pâturages et les prés (fig. 2).

En résumé, on ne constate pas de transformation radicale en un siècle et demi mais des créations de parcelles et des changements dans les affectations des terrains. L'occupation du sol est une composante dominante d'un paysage. Le fait qu'une forêt devienne un pâturage ou un champ cultivé change forcément la vision que nous avons sur celui-ci et nous informe sur les motivations des habitants. Plusieurs pistes peuvent être explorées pour comprendre les modifications effectuées par les sociétés locales sur leur environnement paysager. L'organisation spatiale du finage peut être un élément de compréhension, surtout lorsque les sources cadastrales nous permettent d'enquêter sur la valeur de la terre. Ainsi, l'on peut voir de quelles manières le territoire est mis en valeur par la population locale. De plus, au XVIII^e siècle, les indications concernant l'estimation des parcelles sont imprécises. Loin d'être un handicap, il nous semble que la compréhension de l'évaluation de la terre dans sa mise en œuvre et sa perception serait plutôt un atout dans notre démarche.

L'ÉVALUATION DE LA TERRE

Au XVIII^e siècle, le gouvernement donne des instructions pour évaluer les parcelles. Ainsi, les estimateurs doivent « régler leur jugement en voyant chaque fonds, en examinant l'air et exposition plus ou moins avantageuse et la qualité des terrains et lorsqu'ils jugeront le fonds être bon ou médiocre dans sa qualité, ils se rappelleront ceux qu'ils viendront d'estimer de bonté

Figure 3 : L'occupation du sol à Sardières d'après le cadastre français, 1894
Land use in Sardières according to the french cadaster, 1894

semblable ou différente⁹ ». Cette estimation toute relative, devra également prendre en compte les prix auxquels sont vendues les denrées aux marchés et cela sur une période de cinq ans. Ces indications sont certes précieuses mais « l'air et l'exposition » restent des notions un peu floues. De plus, elles ne nous donnent pas beaucoup d'indices sur la manière dont était appréhendée la terre par les sociétés montagnardes. En clair, quelles étaient les caractéristiques d'une bonne et d'une mauvaise terre ? Dans le but d'essayer de comprendre comment les sociétés montagnardes mettaient en valeur leur espace nous avons effectué une carte de classification des terrains par degré de bonté à partir du cadastre sarde. Au préalable, nous avons vérifié que ces données étaient fiables pour le finage étudié.

Le mécanisme d'évaluation des terrains du document sarde diffère des autres cadastres et est plutôt ambiguë c'est pourquoi nous allons le préciser. D'un côté le gouvernement donne des instructions très évasives et de l'autre il verrouille le processus d'estimation afin d'éviter les fraudes. En effet, dans chaque paroisse, l'évaluation de la parcelle est laissée à l'appréciation de l'estimateur nommé d'office qui, aidé d'un ou deux indicateurs locaux (désignés par les habitants de la communauté), doit s'informer de la production de chaque parcelle. Puis, son travail est contrôlé par un délégué réviseur qui doit empêcher les tricheries et les décalages d'estimation entre paroisses voisines. Enfin, à l'issue des opérations cadastrales la mappe et ses registres sont exposés dans chaque communauté pour que les habitants puissent faire part de leurs réclamations¹⁰. Cepen-

9. Patentes et instructions du Roy à messieurs l'intendant général Lovere du 9 avril 1728 concernant la mensuration et estimation générale. Archives départementales de la Savoie SA 248.

10. Toutes leurs revendications sont consignées dans le « cottet à griefs ».

nant, le gouvernement interdit toutes doléances concernant l'estimation. Les propriétaires peuvent seulement exposer des problèmes de mesures, de limites ou d'attribution de parcelles. Tous ces éléments nous font penser que l'État souhaitait imposer une évaluation la plus objective possible en évitant les tricheries. De plus, les propriétaires, même s'ils étaient fortement conviés à venir assister aux mesures de leurs biens, brillèrent par leur absentéisme. En effet, sur le finage de Sardières les possesseurs se sont seulement déplacés pour 18 % des parcelles. Le seul moyen de pression restant était par l'intermédiaire des indicateurs locaux. À ce propos, les deux propriétaires de Sardières qui remplissaient ce rôle ont bénéficié d'une estimation homogène sur l'ensemble de leurs possessions et n'ont pas eu de faveur comme, par exemple, une majorité de leurs biens sous-évalués. Ainsi, pour le territoire étudié les données d'évaluation semblent plutôt fiables. Par contre, il est certain que d'autres paroisses se sont arrangées avec l'estimateur notamment sur les vergers qui étaient fortement taxés¹¹.

Sur la carte de classification des terrains par degré de bonté (fig. 4), une des premières constatations est que les parcelles de meilleure qualité (en noir) sont autour des foyers de peuplement (village de Sardières et hameau du Châtel). Cependant, on remarque une exception au sud de la carte avec la grande parcelle dont nous avons parlé plus haut qui est de degré de bonté 1. Il s'agit

Figure 4 : Classement des terrains de Sardières par « degré de bonté » en 1730 – une relation centre/périphérie entre foyers de peuplement et qualité du sol.

Land classification in Sardières by "degree of bonté" in 1730 – a center/periphery relationship between populated areas and quality of soil

11. Les communautés de Saint-Jean-d'Aulps en Haute-Savoie et de Macôt en Savoie ont en effet dissimulé leurs vergers pour des raisons fiscales (Baud D., Pasquet O., 2008).

donc d'une forêt de sapins appartenant à la commune qui fournit aux habitants le bois nécessaire à la construction des bâtiments. Son estimation est bonne car la production qui en découle est très importante pour la vie quotidienne de ce secteur de montagne. Hormis cette exception, dès qu'on s'éloigne du foyer de peuplement le degré de bonté devient de moins en moins bon (2, 3 et 0). On remarque alors une organisation concentrique de relations entre un centre et sa périphérie. À la vue de ce nouvel élément il semble donc établi que d'autres facteurs que la qualité agronomique des sols entrent en jeu dans l'estimation des terrains. Le calcul du degré de bonté est réalisé en fonction du rendement du sol mais également à l'aide de considérations plus subjectives comme l'accessibilité du terrain ou l'éloignement par rapport à la maison.

À partir des tableaux 1 et 2 qui représentent les propriétés des habitants Vignoud et Montaz en fonction de la distance et de l'estimation, on peut voir des pratiques d'exploitation se dessiner. Les infrastructures nécessaires pour faire vivre toute la famille se situent près de la résidence principale, ainsi que les bâtiments de stockage (grange), les parcelles les plus éloignées étant les champs. Dans le cas de la propriété Montaz, le terrain non agricole proche de la maison est en réalité une *teppe* qui devait être exploitée quand la production de ses autres parcelles n'était pas suffisante. Ensuite, la relation distance/qualité de la parcelle montre effectivement que plus l'on

(1)

(2)

Tableaux 1 et 2 :
Relation entre l'éloignement du domicile principal et la qualité des terrains possédés – propriété Vignoud (1) et Montaz (2)

Relation between distance from the main residence and quality of the possessed grounds – Property Vignoud (1) and Montaz (2)

s'éloigne de la maison moins les degrés de bontés sont bons. Les terrains les plus loin (autour des 1 000 mètres) sont tous de médiocre qualité. Il existe également une homogénéisation des différentes évaluations autour de la résidence principale : même si les parcelles de degré de bonté 1 sont les plus nombreuses il y a tout de même quelques terrains de qualité 2 et 3. L'éloignement par rapport au centre d'exploitation fait donc bien partie des critères qui qualifient l'estimation d'une parcelle. Ainsi, l'évaluation d'un terrain prend en compte les qualités agronomiques et productives mais également des critères d'accès, d'éloignement qui ont leur importance pour l'exploitation.

Concernant l'évaluation de la qualité des sols en 1894, le système de classification mis en place diffère complètement de celui de 1728. Un nombre de classes était déterminé pour chaque nature de culture existant dans la commune : les terres les plus fertiles, supposées fournir le revenu imposable le plus élevé formaient la première classe. Le tarif des évaluations définissait le revenu imposable à l'hectare de chaque classe de culture. Enfin, le classement consistait à attribuer une classe à toutes les parcelles (Maurin, 1990). La figure 5 réalisée à partir des registres cadastraux de 1894, nous livre une vision de la qualité des sols différente de celle de 1728.

Après l'observation des cartes d'occupation des sols de chaque période, on s'attendrait pourtant à être globalement dans le même cas de figure vu que les modifications sont plutôt ténues et dispersées. Les parcelles en noir représentant le meilleur classement sont quasiment toutes des broussailles à l'exception de quelques terres et murgers, et la relation centre/périphérie, clairement mise en évidence un siècle et demi plus tôt, n'est pas aussi nette à cette période. Précisons que le classement mixte indique qu'à l'intérieur d'une même parcelle il y a plusieurs estimations. Par exemple, la grande parcelle de sapins au centre de la carte possède un tiers de sa superficie en classement 1, un tiers en 2 et un tiers en 3. La fraude des propriétaires classificateurs peut être une

Réalisation D.BAUD, EDYTEM, 2008

Figure 5 : Classement des terrains de Sardières d'après le cadastre français, 1894
Classification of land according Sardières French cadaster, 1894

hypothèse pour expliquer cette inconstance dans l'évaluation des terrains entre les deux époques. En effet, les terres, prés, jardins et pâtures sont plutôt classés dans les catégories 2, 3, 4 et 5 où l'impôt à payer par hectare est moins élevé que dans la première classe (tableau 3). Mais si l'on observe les figures 4 et 6 on retrouve les mêmes parcelles qui étaient bien estimées en 1728 (degré de bonté 1) classées en deuxième position par le cadastre français de 1894. Soit il y a eu fraude afin de payer le moins d'impôt possible, soit les terrains de bonne qualité en 1728 ont perdu de leur rendement à force d'être cultivés et ont été déclassés.

Concernant les broussailles, une seule classe leur a été attribuée au prix unique de 0,50 franc l'hectare. Contrairement aux autres usages du sol cités précédemment, les broussailles ne se trouvent pas en catégorie 1 parce qu'elles représentent des parcelles de bonne qualité mais simplement parce qu'il n'y a pas d'autre classement possible. Le barème est ainsi fait pour les murgers, les friches, les lacs et les bâtis. La volonté du cadastre français étant de calculer l'impôt à partir de ce classement l'on comprend bien qu'il cherche à répondre à cette logique. Cependant la numérotation concernant ces usages du sol peu productifs peut fausser l'analyse quand on cherche à comprendre quelles étaient les bonnes terres et quels éléments les favorisaient ; les broussailles sont donc à écarter de l'analyse des cartes puisque leur classement ne suggère en rien leur qualité.

	1	2	3	4	5
Terre	20	15	10	6	2
Pré	45	36	27	18	6
Jardin	50	45	35	27	
Pâture	3	2	1	0,50	
Sapins	3	1,50	0,80		
Broussailles	0,50				
Murger, Friche	0,50				
Lac	0,50				
Sol, Bâtiment, Cours, Cave, Emplacement	20				

Evaluation de l'hectare en francs

Tableau 3 : Classement des terrains selon la nature des propriétés corrélée avec la valeur de la production à l'hectare (d'après le tableau indicatif des propriétés foncières, de leurs contenances et de leurs revenus, 1894. Conseil général de la Savoie, service des archives, 3P2336)

Parcels' classification according to the nature of the properties correlated to the hectare's value.

En l'état actuel de nos recherches, le changement de statut de bonnes terres de 1728 en moins bonnes en 1894 semblerait plutôt dû à une fraude qu'à un appauvrissement des terrains. En effet, un indice nous fait pencher pour le manque d'objectivité des cinq propriétaires classificateurs. Sur les rares parcelles de terres, prés, jardins et pâtures classées en 1 (une soixantaine en tout) non seulement aucune ne leur appartient directement mais aucune n'appartient non plus à une personne portant le même nom de famille¹². Cette observation a d'autant plus de valeur quand on sait que les cinq classificateurs portent des noms très répandus au village de Sardières. Nous allons donc approfondir cette question afin de déterminer plus précisément d'où vient ce changement dans l'estimation des terres.

12. On notera une seule exception : propriétaire classificateur = Dalaison Constantin, et Dalaison Jean-Baptiste qui possède un pré classé 1 (parcelle 119, section G).

Au XVIII^e siècle, le finage était mis en valeur de façon concentrique autour du noyau d'habitation. Les bons terrains étaient situés non loin du centre d'exploitation et/ou près des chemins. L'estimation était plus complexe car elle prenait en compte des facteurs pratiques d'exploitation en plus de la qualité agronomique. Au XIX^e siècle, on ne retrouve pas cette logique d'organisation spatiale car il semblerait que l'évaluation ne reflète pas la réalité des terrains à l'époque. Les propriétaires classificateurs s'étant arrangés pour masquer le potentiel agronomique non seulement de leur fonds mais également de ceux des autres habitants du village. Les parcelles ayant le meilleur classement font toutes parties du domaine privé de la commune. Le subterfuge résidait à qualifier tout de même quelques terrains en première classe afin de ne pas trop attirer l'attention.

C'est ainsi qu'à l'époque de la cadastration sarde l'estimation nous montre les critères qui étaient importants pour différencier les bonnes des mauvaises parcelles. Seulement, comme le cadastre français semble avoir été induit en erreur sur la réalité agronomique des fonds, nous pouvons difficilement faire le lien entre les changements intervenus dans le paysage et la qualité des terrains. Une autre piste concerne la structure foncière et la corrélation possible avec les changements paysagers.

LA STRUCTURE FONCIÈRE

Un autre élément intéressant à étudier pour comprendre les modifications intervenues dans le paysage est le statut des terrains. Ainsi, identifier si l'on est en présence d'une propriété privée ou bien communale peut nous permettre de comprendre si un changement d'occupation du sol est lié à un changement de statut. De plus, il existe plusieurs types de communal qui peuvent expliquer d'autant plus de changements de situation. En général, les parcelles appartenant au domaine privé de la commune peuvent être exploitées par tous. L'on peut remarquer sur la figure 6 qu'au

Réalisation D.BAUD, EDYTEM, 2008

Figure 6 : Les espaces communaux à Sardières en 1728 (exploitation des bois/broussailles en marge des terres cultivées)
Communal areas in Sardières in 1728 (exploitation of wood/brushwood on the fringe of cultivated lands)

niveau de l'organisation spatiale, ces parcelles communales sont localisées aux marges des terres cultivées. Il s'agit en fait d'espaces boisés laissant ainsi les terrains proches des habitations dédiés aux cultures vivrières et au pâturage.

Dans le cadastre sarde, les communaux ne sont pas détaillés. Par contre, dans le cadastre français il y a une distinction entre les biens qui appartiennent au domaine privé de la commune et les communaux quels que soient leurs types. En Savoie, une pratique courante au XVIII^e siècle était celle des communaux à jouissance héréditaire qui se transmettent par les liens familiaux. Cependant, même si nous savons que ce système existait déjà au temps du cadastre sarde, ce document n'en fait pas mention (Meriaudeau, 1983 ; Berthier, 1993). Cela est dû au fait que le village de Sardières est situé en montagne, en fond de vallée et que ce genre d'appropriation a plutôt commencé à être mis en place dans des paroisses de plus faible altitude et plus proche du pouvoir central situé à Chambéry.

En examinant la figure 7, on se rend compte que les parcelles de communaux à jouissance héréditaire (en grisé) se situent sur les nouveaux espaces acquis depuis 1728 sur le domaine privé de la commune. Ces nouvelles portions de territoire, utilisées comme champs ou comme prés, ont grignoté le terrain communal et l'exploitation est désormais laissée à un seul particulier. En un siècle et demi, le type d'appropriation a commencé progressivement à changer. Même si la majorité des communaux fait encore partie du domaine privé de la commune, les nouvelles parcelles entrent lentement dans une phase de privatisation de la propriété.

Figure 7 : Les différents types d'appropriation à Sardières en 1894, d'après le cadastre français – un empiètement progressif de l'exploitation privée sur l'espace communal

Various types of appropriation in Sardières in 1894, according to the French cadaster – a progressive encroachment of the privéd exploitation on the communal area.

Dans ce cas d'étude, la structure foncière joue un rôle capital puisque la majorité des nouvelles parcelles créées en un siècle et demi sont des communaux à jouissance héréditaire. Le changement de statut de la parcelle a entraîné une modification de son utilisation. Cet exemple témoigne de la volonté des habitants d'agrandir leur espace de culture et de pâture suite à une forte pression démographique. À l'époque de la cadastration française, le village de Sardières est mis en valeur par quasiment le même nombre d'habitants qu'en 1728 (594 contre 545). Mais, le début du XIX^e siècle a connu une nette croissance de population avec un pic de 725 habitants en 1848. L'agrandissement de l'espace cultivé devait répondre à cette augmentation démographique.

Le changement de structure foncière est une manière de répondre aux besoins des habitants entraînant ainsi la création de nouvelles logiques territoriales.

Conclusion

Les archives cadastrales soulèvent des questionnements riches et diversifiés aussi bien dans leur exploitation que dans leurs apports à l'histoire du paysage. Elles permettent d'étudier les pratiques du territoire et les modes d'occupation du sol à une période donnée. Elles nous donnent des indications sur la manière dont les habitants du XVIII^e et du XIX^e siècles cultivaient, percevaient ou encore s'appropriaient leur espace. Dans l'exemple de ce petit village de montagne, le dépouillement des registres du XVIII^e siècle a permis de clarifier une pratique aujourd'hui oubliée : la *teppe*. Le mode d'organisation des sociétés agro-pastorale influençant le paysage, il est utile de mettre au jour d'anciennes logiques de fonctionnement agricole afin de donner du relief à des cartes restituant l'occupation du sol. Comprendre comment les populations locales évoluaient sur le territoire apporte des informations complémentaires à la vision verticale de la cartographie. L'ensemble des documents cadastraux sardes permet également un travail sur l'évaluation de la terre révélant ainsi des logiques d'organisations spatiales. Cependant, sur cet aspect, le cadastre français révèle une des limites de ce type d'archive : la fraude. Il faut dès lors intégrer ce facteur humain et constamment le mettre en perspective dans l'analyse des données nous informant sur les pratiques paysagères. Enfin, les modifications observées sur le finage de Sardières, que ce soit dans l'apparition de nouvelles parcelles ou dans le changement d'affectation des terrains, sont dues pour la majeure partie à une transformation de la structure foncière. Les terrains communaux sont progressivement fragmentés et attribués à un seul propriétaire. Ce constat est à mettre en parallèle avec d'autres secteurs d'études qui ont montré qu'un changement de statut de la parcelle n'influencait pas systématiquement le paysage¹³. Ainsi, la cartographie des informations de ces archives cadastrales met en évidence des logiques d'occupation du sol difficiles à percevoir sans les identifier dans l'espace.

Bibliographie

- BAUD (D.), LEGAZ (A.), 2008. – « Les communaux de Haute-Maurienne : des espaces en constante évolution », dans Longhi (A.) (dir.), *Cadastres et Territoires, l'analyse des archives cadastrales pour l'interprétation du paysage et l'aménagement du territoire*, Florence, Alinea Editrice, p. 318-331.
- BAUD (D.), PASQUET (O.), 2008. – « La question des vergers dans les cadastres anciens », dans Longhi (A.) (dir.), *Cadastres et Territoires, l'analyse des archives cadastrales pour l'interprétation du paysage et l'aménagement du territoire*, Florence, Alinea Editrice, p. 332-345.
- BERTHIER (B.), 1993. – *La commune savoyarde et les enjeux fonciers depuis le XIII^e siècle*, Thèse de doctorat, Université des sciences sociales, faculté de droit, Grenoble, 931 p.

13. Par exemple, au hameau du Collet sur la commune de Lanslevillard (Haute-Maurienne), l'évolution juridique des terrains de bien communal à privé n'a eu aucune incidence sur le paysage ; que ce soit au niveau du bâti ou des terres cultivées, pâturées ou boisées (Baud D., Legaz A., 2008).

- BLOCH (M.), 1929. – « Les plans parcellaires », *Annales d'Histoire Économique et Sociale*, Tome I, p. 60-70.
- BOURILLON (F.), CLERGEOT (P.), VIVIER (N.), 2008. – *De l'estime au cadastre en Europe – Les systèmes cadastraux aux XIX^e et XX^e siècles*, Comité pour l'Histoire économique et financière, 423 p.
- BRUCHET (M.), 1988. – *Notice sur l'ancien cadastre de Savoie*, Annecy, Archives de la Haute-Savoie, (1^{re} éd. 1896), 110 p.
- CHANAL (R.), 1953. – « À propos du Cadastre Sarde », *Revue Savoisienne*, p. 31-41.
- CHAREILLE (P.), RODIER (X.), ZADORA-RIO (E.), 2004. – « Analyse des transformations du maillage paroissial et communal en Touraine à l'aide d'un SIG », *Histoire et Mesure XIX* – n° 3/4, Systèmes d'information géographique, archéologie et histoire, 27 p. [<http://histoiremesure.revues.org/document772.html>].
- CLERGEOT (P.), 2007. – *Cent millions de parcelles en France 1807, un cadastre pour l'Empire*, Paris, Éditions Publi-Topex, 119 p.
- COUTURIER (P.), 2000. – *Sections et biens sectionnaux dans le Massif central : héritage et aménagement de l'espace*, thèse de doctorat, Clermont-Ferrand, Céramac, 476 p.
- GUICHONNET (P.), 1955. – « Le cadastre savoyard de 1738 et son utilisation pour les recherches d'histoire et de géographie sociales », *Revue de Géographie Alpine*, tome 43, p. 255-298.
- LETURCQ (S.), 2006. – « À la découverte de la dimension spatiale des terriers... Le SIG, outil d'analyse des terroirs d'exploitation », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, n° 44, 14 p. [<http://lemo.irht.cnrs.fr/44/terriers.htm>].
- LONGHI (A.) (dir.), 2008. – *Cadastres et Territoires, l'analyse des archives cadastrales pour l'interprétation du paysage et l'aménagement du territoire*, Florence, Alinea Editrice.
- MAURIN (A.), BERGEL (J.-L.), 1990. – *Le Cadastre en France : Histoire et rénovation*, CNRS, 405 p.
- MERIAUDEAU (R.), 1983. – « Les biens communaux à jouissance héréditaire dans le département de la Savoie », *Revue de Géographie Alpine*, Tome 71, n° 3, p. 233-252.
- , 1985. – *La propriété foncière en Savoie*, Grenoble, Thèse, Institut de Géographie Alpine, 473 p.
- MUSÉE SAVOISIEN, 1981. – *Le cadastre Sarde de 1730 en Savoie*, Chambéry, Musée savoisien, 244 p.
- NICOLAS (J.), 1978. *La Savoie au XVIII^e siècle, noblesse et bourgeoisie. Inflexions au siècle des Lumières*, Thèse, Paris, Maloine, 2 volumes, 1 242 p.
- PALLUEL-GUILLARD (A.), 1983. « Les forêts de Savoie depuis le XVIII^e siècle », *actes de La forêt de Savoie : rencontres à l'Université de Savoie*, Association pour le développement de l'université de Savoie, p 23-38.
- POIRIER (N.), 2007. *Un espace rural en Berry dans sa longue durée : expériences de micro-analyse des dynamiques spatio-temporelles du paysage et du peuplement dans le région de Sancergues (Cher)*, Thèse de doctorat, Tours, Université François-Rabelais, 457 p.
- ZANGHERI (R.), 1973. – « I catasti », dans Ruggiero (R.), Corrado (V.) (dir.), *Storia d'Italia*, Torino, I documenti volume 5, p 761-806.

Conseil général de la Savoie, service des archives départementales

- C4436 : Livre des numéros suivis de Sollières-Sardières, 1730
- C4434 : Copie de la mappe originale de la commune de Sollières-Sardières, 1730
- C2617 : Copie de la mappe originale de la commune de Chindrieux, 1730
- 3P2336 : Tableau indicatif des propriétés foncières, de leurs contenances et de leurs revenus, 1894
- 3P7534 : Premier cadastre français, sections A, B, C, D et G, 1894.
- 3P7342 : Premier cadastre français, section I, 1870.

Cet article a été reçu le 1^{er} mars 2009 et définitivement accepté le 17 septembre 2009.